



La répression nazie en Basse-Normandie après le débarquement

par Jean Quellien (professeur à l'université de Caen)

Avant d'examiner ce que fut la répression nazie en Basse-Normandie après le 6 juin 1944, il convient d'abord de rappeler le contexte nouveau ouvert par le Débarquement. Il en découle une évolution de la répression, aussi bien dans son ampleur que dans ses formes, mais aussi au niveau de ses acteurs.

Le débarquement ouvre un contexte nouveau

En raison de la proximité de l'Angleterre, la Basse-Normandie a toujours été fortement occupée par les Allemands entre juin 1940 et juin 1944, en moyenne par 5 ou 6 divisions.

Après le Débarquement, commence la Bataille de Normandie. Jusqu'à la fin du mois d'août, pendant près de trois mois, s'affrontent des forces considérables. En juillet, au plus fort de la mêlée, deux millions de soldats se font face, soit deux fois plus qu'il n'y a d'habitants dans les deux départements de la Manche et du Calvados où se déroulent alors l'essentiel des combats.

Pour leur part, les Allemands vont engager au total 45 divisions en Normandie, avec toujours un peu plus d'une vingtaine présentes en permanence sur le front. Parmi elles, 6 divisions blindées SS dont plusieurs se sont déjà distinguées au printemps 1944 en matière de répression : la 17^e SS *Götz von Berlichingen* dans le cadre d'opérations de nettoyage en février et mars dans les forêts d'Amboise et de Chasseneuil ; la 12^e SS *Hitlerjugend* lors du massacre d'Ascq en avril ; la 2^e SS *Das Reich* dans des opérations contre les maquis du Sud-Ouest puis les massacres de Tulle et Oradour les 9 et 10 juin ; quant aux autres, elles ont eu l'occasion d'exercer leur brutalité sur le front de l'Est.

La bataille qui se livre en Normandie plonge la population dans son ensemble au cœur des combats : 14 000 civils bas-normands ont péri au cours de l'été 1944, en majorité victimes des bombardements aériens alliés. Les résistants sont particulièrement exposés. Pour exécuter les ordres reçus de Londres le 5 juin au soir, par le biais des fameux messages personnels, ils sont obligés de se découvrir et d'entamer une lutte ouverte contre les troupes allemandes, en multipliant les sabotages et en menant une guérilla périlleuse contre les colonnes montant vers le front. Plus encore que dans la Manche ou dans le Calvados, zones de combats, la Résistance est active dans le département de l'Orne, en arrière du front, dans une région que traversent les renforts allemands. Là, se sont mis en place nombre de petits maquis qui profitent d'une topographie favorable et de nombreuses régions boisées.



Mais le déroulement même de la bataille confronte aussi de simples civils à des situations dangereuses et aux rigueurs de la répression allemande, notamment ceux qui n'hésitent pas à apporter leur aide aux hommes des troupes aéroportées anglo-américaines égarés dans les lignes allemandes¹⁰¹ ou aux nombreux aviateurs abattus par la FLAK et contraints de sauter en parachute.

Par ailleurs, les Allemands se méfient de tous les civils en qui ils voient autant d'espions potentiels, susceptibles d'apporter des renseignements aux Alliés. De là, les nombreux suspects arrêtés à proximité du front mais aussi les ordres d'évacuation systématique des villages donnés en juillet, assortis de menaces d'exécution immédiate en cas de refus.

La répression s'accroît et prend de nouvelles formes

Au cours des années 1940-1944, la répression n'a cessé de s'amplifier¹⁰², comme le montre le graphique mensuel des arrestations. Au total, on dénombre 6140 personnes arrêtées, tous motifs confondus, avant le 6 juin 1944. Poursuivant la courbe fortement ascendante qui se dessine déjà avant le Débarquement, la répression se renforce encore pendant la bataille de Normandie. Près de 1500 personnes sont appréhendées en juin, juillet et août 1944, soit - en moins de trois mois - 20% du total des arrestations perpétrées par les Allemands pendant les 50 mois qui séparent juin 1940 d'août 1944.

La majorité de ces personnes arrêtées au cours de l'été 1944 seront libérées assez rapidement, sans dommage majeur. Mais 44% d'entre elles vont connaître un sort tragique.

Le second aspect à souligner est la modification profonde des formes de répression. Entre juin 1940 et le début du mois de juin 1944, on a pu dénombrer pour les trois départements bas-normands 1400 déportés et 170 fusillés, soit après une condamnation à mort pour « activités anti-allemandes », soit comme otages exécutés par mesure de représailles.

De juin à août 1944, pendant la bataille de Normandie, on recense dans la région 107 personnes déportées contre 554 victimes d'une exécution sommaire, soit cinq fois plus. En d'autres termes, la déportation, qui était le mode de répression le plus courant avant le Débarquement ne joue plus qu'un rôle mineur par rapport à une sanction plus brutale encore qui est l'exécution, immédiate le plus souvent. Si l'on excepte le cas de la maison d'arrêt de Caen (cf. infra), 84% des victimes d'exécutions sommaires ont été abattues le jour même de leur arrestation, 7% le lendemain et les autres quelques jours plus tard seulement.

Le ton est donné - et le tournant pris - dès le 6 juin 1944 avec le massacre des prisonniers de la maison d'arrêt de Caen. Dans le quartier allemand de cette prison, on

¹⁰¹ En raison de la mauvaise qualité des largages dans la nuit du 5 au 6 juin, nombre d'hommes se sont égarés, aussi bien en secteur américain (Cotentin) que britannique (entre l'Orne et la Dives).

¹⁰² Sur ce point, voir : *La répression nazie en Basse-Normandie pendant la Seconde Guerre mondiale*, CRHQ, 2004.

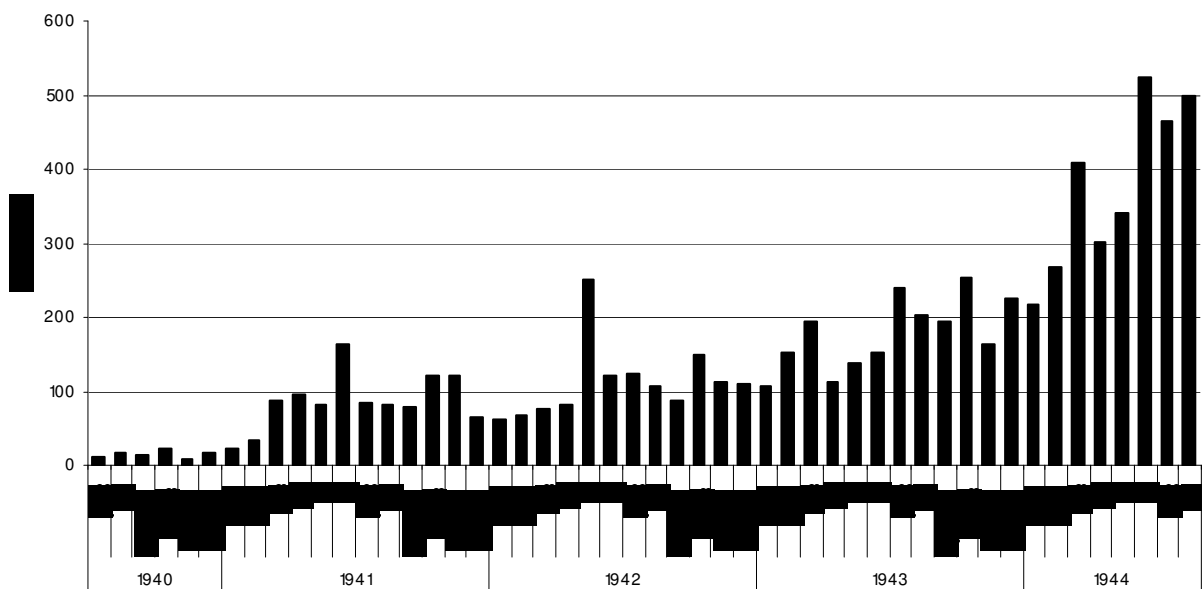


compte alors une centaine de détenus hommes et une vingtaine de femmes, presque tous des résistants arrêtés au cours des semaines précédentes, voire quelques jours seulement avant le Débarquement. Normalement, ils auraient du être déportés vers Compiègne puis l'Allemagne. Tel avait été le sort de leurs camarades partis de Caen le 20 mai.

Mais le 6 juin au matin, la gare est anéantie par les bombes et il est impossible par ailleurs de trouver des camions disponibles. Le chef du SD de Caen, Harald Heynz, prend alors la terrible décision d'éliminer des hommes qui ne doivent à aucun prix tomber aux mains des Alliés, la ville n'étant située qu'à une douzaine de kilomètres des plages de débarquement britanniques et canadienne.

Un tri est alors fait entre ceux qui doivent être supprimés (entre 75 et 80) et une vingtaine d'autres - sans doute jugés moins dangereux - qui seront évacués à pied, le lendemain, en direction de Fresnes. Quant aux femmes, elles sont pour la plupart remises en liberté le 7 juin à l'aube.

LES ARRESTATIONS EN BASSE-NORMANDIE 1940-1944



Le massacre commence vers 8 heures du matin. Les hommes, ainsi qu'une femme au moins, sont conduits par petits groupes de 5 ou 6 dans les courettes de promenade de la prison et exécutés d'une courte rafale dans la nuque. Après une interruption le midi, pour permettre aux bourreaux de se restaurer, la tuerie reprend l'après-midi. Quelques jours plus tard, sur ordre du SD de Rouen, qui entend effacer les traces du forfait, un commando revient à la prison et fait disparaître les archives. À la fin du mois de juin, un autre commando est chargé cette fois d'extraire les corps initialement enterrés dans les courettes.



Ils sont chargés dans des camions qui partent vers une destination inconnue. En dépit de multiples recherches engagées dès la Libération, les corps des suppliciés de la maison d'arrêt de Caen n'ont jamais été retrouvés¹⁰³.

Les acteurs de la répression

Presque essentiellement policière avant le 6 juin 1944, la répression allemande après le Débarquement devient à la fois policière et militaire.

1. La répression policière

De 1940 à 1942, la répression des « activités anti-allemandes » était exercée par la GFP¹⁰⁴, la police militaire de la Wehrmacht, assistée de la Feldgendarmerie. À partir du printemps 1942, la relève est prise par le Sipo-SD (Sicherheitspolizei/Sicherheitsdienst), relevant du RSHA (Office central de sécurité du Reich), la police du parti nazi rattachée à la SS. Des antennes s'installent dans le Calvados et la Manche dès 1942, dans l'Orne en 1943.

Les hommes du Sipo-SD sont relativement peu nombreux ; ce qui ne les empêche pas d'être actifs. Depuis le début de l'année 1944, ils se sont adjoint les renforts d'auxiliaires français, généralement recrutés parmi les membres des partis de collaboration. Ainsi, dans le Calvados, se met en place la « bande à Hervé », du nom de son chef, Raoul Hervé. Elle comprend au total près de 150 personnes : une quinzaine d'hommes appartenant au groupe « Action », chargé des coups de main, et plusieurs dizaines d'informateurs disséminés sur l'ensemble du département. Dans l'Orne, s'est constituée, sur les mêmes bases, la « bande à Jardin », dirigée par Bernard Jardin. Dans la Manche, les Nazis disposent d'un groupe formé de militants du PPF, autour d'Hippolyte Degroote, et de quelques autres individus.

Durant le printemps 1944, ces auxiliaires français de la Gestapo ont fait preuve d'une dramatique efficacité, en utilisant presque toujours la méthode de l'infiltration, se faisant passer pour des résistants ou des réfractaires au STO. Ainsi, la « bande à Hervé » est responsable de l'arrestation de près de 200 personnes dans le Calvados et du démantèlement de nombreux groupes de résistance entre mars et le début du mois de juin 1944.

Après le Débarquement, le Sipo-SD n'abandonne pas le terrain, tout au contraire. Il redéploie son dispositif, tout en voyant ses rangs s'étoffer avec l'arrivée d'hommes supplémentaires envoyés de Paris par les services de Karl Oberg. Il en va de même pour ses auxiliaires français qui reçoivent des renforts, notamment de la rue Lauriston.

¹⁰³ Pour plus de précisions, on pourra se reporter à : Jean Quellien et Jacques Vico, *Massacres nazis en Normandie – Les fusillés de la prison de Caen*, Ch. Corlet, 2ème édition, 2004.

¹⁰⁴ Geheime Feldpolizei.



Ainsi, les effectifs de la « bande à Jardin », dans l'Orne, sont portés au cours de l'été 1944 à 35 hommes de terrain, auxquels s'ajoutent autant d'informateurs réguliers.

Pour mieux couvrir le département du Calvados, le Sipo-SD se divise en deux : une partie s'installe à Argences, à l'est de Caen, dans la propriété d'un résistant arrêté le 2 juin ; l'autre à Martigny-sur-l'Ante, près de Falaise. Dans le même temps, une partie des membres de la « bande à Hervé » sont envoyés dans l'Orne où les besoins sont importants.

Partout où s'est installé le SD de Caen, on a découvert après la libération de la Normandie des charniers contenant les corps d'hommes exécutés d'une balle dans la tête. Le plus important est celui de Saint-Pierre-du-Jonquet, près d'Argences, où 28 corps – dont 11 sont restés non identifiés – ont été retrouvés. La plupart de ces hommes avaient été arrêtés pour avoir aidé des parachutistes britanniques égarés dans les marais de la Dives ou pour avoir tenté de franchir les lignes afin d'apporter des renseignements aux Alliés. D'autres charniers ont été mis à jour autour de Martigny-sur-l'Ante.

Dans la Manche la Gestapo a quitté Saint-Lô pour le château de Saint-Jean-du-Corail, dans le sud du département ; les caves de l'édifice servant à emprisonner les dizaines de personnes arrêtées.

Dans l'Orne, de véritables opérations de ratissage sont systématiquement lancées contre les petits maquis qui se sont constitués dans le département.

La méthode est presque toujours identique. Dans un premier temps, les hommes de la « bande à Jardin » recueillent les renseignements nécessaires. Ensuite, le SD prend en main l'opération, avec l'appui des Gestapistes français, de détachements de Feldgendarmérie et parfois de troupes de la *Wehrmacht* ou de la SS présentes dans la région. Entre le début juin et le début août, une quinzaine de maquis sont ainsi attaqués et anéantis, parfois à l'issue de batailles rangées de plusieurs heures. Au total, sur les 200 résistants capturés dans l'Orne au cours de ces opérations, la moitié sont immédiatement exécutés, un tiers sont déportés, le sort des autres restant inconnu¹⁰⁵.

Au fur et à mesure de l'avance des Alliés, les forces de police nazies sont contraintes de se replier. Dans le Calvados, à la mi-juillet, les groupes d'Argences et Martigny-sur-l'Ante se rejoignent dans le Pays d'Auge, à Sainte-Marguerite-de-Viette où ils restent près d'un mois, avant d'évacuer le 17 août en direction de Rouen. Une dizaine de cadavres seront découverts après leur départ dans les bois environnants. Début août, après la percée américaine dans la Manche, les hommes du Sipo-SD doivent abandonner Saint-Jean-du-Corail, non sans avoir exécuté auparavant une demi-douzaine de résistants dans une carrière voisine. Dans l'Orne, les hommes du SD et de la « bande à Jardin » quittent Alençon le 9 août, à l'approche des Alliés. Ils se replient à L'Hôme-Chamondot, dans le Perche, où cinq chefs de la résistance ornaise qu'ils avaient emmenés avec eux sont

¹⁰⁵ Ils ont vraisemblablement été exécutés plus tard.



exécutés dans un sous-bois. Puis ils partent quelques jours plus tard en direction de Dieppe¹⁰⁶.

2. La répression militaire

Il convient d'abord de rappeler qu'au printemps 1944 ont été donnés aux forces d'occupation à l'Ouest, et en particulier en France, une série d'ordres incitant les soldats à la plus extrême sévérité à l'encontre des « bandes », c'est à dire des maquisards, mais aussi envers les populations suspectées de leur apporter une aide. *In fine*, le fil directeur de ces instructions était que la troupe n'avait pas à craindre de sanctions en cas de débordements. C'était, d'une certaine manière, la transposition à l'Ouest des pratiques courantes sur le front de l'Est depuis 1941.

On sait que ces ordres ont commencé à recevoir, avant le Débarquement, une application dans la moitié Sud de la France, dans l'Ain et dans le Sud-Ouest notamment. En Normandie, ils n'ont pas trouvé matière à se concrétiser avant le 6 juin, du fait de l'absence de maquis – ou du moins de maquis entrés en action à cette époque.

Mais le contexte n'est plus le même après le 6 juin. Dans l'âpreté de la bataille, des soldats se livrent à des exactions en tous genres, qui souvent vont au-delà de la répression à proprement parler.

Certes, elles frappent impitoyablement tous ceux qui ont apporté leur aide à des soldats alliés ou sont soupçonnés de l'avoir fait, ou bien encore des réfractaires au STO, découverts ici ou là, ainsi que ceux qui leur donnent asile. Mais on relève aussi un grand nombre d'exécutions sommaires de civils qui ont simplement refusé d'obéir aux exigences allemandes.

Ici, un homme est abattu pour avoir rechigné à livrer les roues de son tracteur ; un autre pour ne pas avoir accepté de mettre un attelage à disposition de la troupe. On peut aussi mourir pour ne pas avoir cédé sa bicyclette ou ses animaux, refusé de donner de la nourriture à des soldats ou de laver leur linge ; pour avoir tenté de s'opposer à des pillages. Là, c'est une famille qui est massacrée à coups de grenades faute d'avoir laissé assez rapidement la place à des combattants dans la tranchée qu'elle occupait .

On dénombre aussi de nombreux cas d'hommes et de femmes exécutés pour refus d'obtempérer aux ordres d'évacuation de leur village ou qui ont tenté d'y revenir malgré l'interdiction. Le 12 août, à Longny-au-Perche, à la suite de la mort suspecte d'un soldat allemand, cinq otages sont pris au hasard dans le village et fusillés. Parfois, ce sont des massacres purement gratuits. Le 8 juin, à Saint-Floxel, dans le Cotentin, un soldat abat sans la moindre raison huit femmes et enfants cachés derrière un abreuvoir.

¹⁰⁶ Il est à noter qu'une partie des auxiliaires français du SD gagneront l'Allemagne après la bataille. Ils y continueront leur besogne en étant généralement placés comme mouchards dans les usines pour dépister les actes de résistance commis par les requis du travail forcé.



De là découle la structure de la carte localisant les exécutions sommaires en Basse Normandie au cours de l'été 1944. Elle montre la grande dispersion des victimes ; assez peu de massacres massifs - hormis celui de la maison d'arrêt de Caen le 6 juin - mais en revanche une multitude d'exécutions individuelles ou frappant quelques personnes seulement.

Qui sont, plus précisément les auteurs de ces exactions ? Les troupes SS se distinguent particulièrement par leur brutalité. Devant Caen, la 12^e division SS *Hitlerjugend* exécute dans les jours qui suivent son engagement, le 7 juin, plus de 150 prisonniers de guerre canadiens de même que plusieurs dizaines de civils qui ont eu le seul tort de se trouver pris au milieu des combats¹⁰⁷. À Graignes, dans la Manche, le 9 juin, un détachement de la 17^e division SS achève une dizaine de parachutistes américains blessés qui n'avaient pu évacuer à temps le village, ainsi que deux femmes et deux prêtres qui leur avaient porté assistance.

Cependant, il serait faux d'imputer la totalité des crimes commis en Normandie aux seuls SS. De nombreuses exécutions ont pu être répertoriées dans des régions où il n'y eut jamais de troupes SS pendant la bataille. Il n'est pas toujours aisé de connaître les auteurs des forfaits.

Pour la Manche, on a cependant pu calculer que 42% des exécutions sommaires ont été perpétrées par le SD, 32% par la *Wehrmacht* et 24% par les Waffen SS (2% restant inconnus)¹⁰⁸.

Ce qui confirme ce que l'on savait déjà pour le front de l'Est et que l'on commence à découvrir pour l'Ouest : la *Wehrmacht* n'est pas étrangère à un certain nombre de crimes de guerre. Dans l'Orne, après le départ du SD à la mi-août, une vingtaine de résistants sont capturés par des hommes de la *Wehrmacht*. Ils sont tous fusillés sans exception.

Lors de la retraite des troupes allemandes, en août, ont lieu de véritables massacres, souvent liés à l'attitude des populations à l'approche de leur libération. À Saint-Michel-de-Livet, dans le Pays d'Auge, le 18 août, une famille de fermiers fait bon accueil à une avant garde de l'armée britannique. Aussitôt celle-ci repartie, quelques SS, qui avaient observé la scène de loin, investissent la maison et massacrent sept personnes à coups de grenades et de mitraillettes. Le 13 août, dans des circonstances analogues, un détachement de la 2^e division SS *Das Reich*, investit brutalement le bourg de Tourouvre, dans le Perche, en tirant des rafales en tous sens et en lançant des grenades. Une cinquantaine de maisons sont incendiées et 18 habitants massacrés. Plusieurs dizaines d'autres sont pris en otage pendant toute la nuit et miraculeusement remis en liberté le lendemain

¹⁰⁷ Dans sa thèse (*Soldats politiques en guerre : les unités militaires de la Waffen SS à l'Ouest au cours du second conflit mondial*, Caen, 2005), Jean-Luc Leleu explique la brutalité de ces jeunes soldats, qui n'avaient jamais encore combattu, par la volonté de faire leurs preuves par tous les moyens.

¹⁰⁸ Michel Boivin, « Les massacrés bas-normands pendant la bataille de Normandie », in *La répression nazie en Basse Normandie*, op. cit.



Conclusion :

La répression nazie, sous toutes ses formes, a coûté la vie à 1 600 personnes en Basse-Normandie entre juin 1940 et août 1944. La période correspondant aux trois mois de la bataille de Normandie représente à elle seule près de 40% du total des victimes. C'est assez souligner l'accentuation et la brutalité accrue de la répression après le Débarquement.